



jy.failler@gmail.com

Contribution de Jean-Yves FAILLER

Le progrès est toujours possible

Tandis qu'une part importante des citoyens craint l'avenir, la mondialisation, la transition numérique, le bouleversement climatique, les normes européennes... à l'heure où se cultive la nostalgie des décennies passées..., définir une nouvelle vision du progrès associée à un renouvellement de la démocratie devient un enjeu primordial.

Réinventer le progrès sans minimiser les contraintes et les difficultés, sans exclure la complexité de la tâche par des propos sans nuance et des clichés, dans une telle aventure, celles et ceux qui n'ont ni la richesse ni le pouvoir peuvent se retrouver et se sentir inclus dans une démarche collective.

Il ne faut pas renoncer à l'ambition du progrès mais lui redonner du sens, ne plus l'évaluer uniquement à partir du produit intérieur brut, indicateur qui dit peu de chose de la qualité de vie et du niveau de cohésion sociale.

Le progrès ne doit plus être la seule recherche de la quantité mais d'abord celle de la qualité, celle du "mieux". Son but doit être d'accroître le bien-être, l'accès aux biens, aux services, aux droits par la redistribution des fruits de la croissance. Mais une croissance obtenue à partir de moins de gaspillage, de moins de surconsommation, de modes de production transformés par l'intégration des notions de rareté, de sobriété, de sélectivité, de limite.

La réflexion sur la nouvelle définition du progrès doit être conduite simultanément à trois échelons, local, national et européen, auxquels il est demandé d'identifier les obstacles, d'agir sur les causes, d'aboutir à des solutions afin de combattre le sentiment d'abandon, de déclassement voire de désespoir.

Réinventer le progrès peut s'engager à partir de quelques axes :

- Le refus de la théorie d'une mondialisation libérale considérée a priori comme heureuse
- Le rejet des nationalismes et des fermetures nationales aux autres et aux idées
- L'acceptation partagée d'une vision du souhaitable à partir des enjeux de court, moyen et long terme. Se pose alors la question de savoir qui choisit et selon quels critères et règles. La social-démocratie qu'il est de bon ton d'enfourer dans les poubelles de l'histoire a au moins un mérite, sa méthode. Une

méthode qui repose sur la confrontation d'intérêts divergents par la discussion et la négociation et leur dépassement par le compromis. C'est une méthode de gestion intelligente des biens communs et des conflits d'usage et d'intérêt

- Donner du pouvoir aux citoyens, à la société, aux territoires. C'est une condition nécessaire à l'émergence de solutions. Les gens veulent définir leur parcours individuel et leur destin collectif.

Réenchanter le progrès pour répondre aux dimensions écologiques, sociales, économiques, démocratiques de la crise, pour éviter une explosion des inégalités s'accomode mal des pratiques passées. En partant du comportement et des aspirations des individus dans les territoires, il est aisé de leur permettre de s'approprier les enjeux. Associées à la démocratie fondée sur la représentation des habitants et à l'expression des acteurs constitués en collectif, cette appropriation des enjeux, cette immersion dans les envies et les usages donnent de réels moyens de décider et d'agir.

Dans leur relation avec l'État et au-delà l'Europe, les citoyens doivent considérer leurs représentants comme des investisseurs sociaux et sociétaux et exiger d'eux d'être acteurs des orientations, de la stratégie, de la protection, de la régulation qui feront un "demain" plus juste.

Ce qui rend inaudible le discours sur la sobriété, sur le "mieux" plutôt que le "plus" c'est l'inégale distribution des richesses, des risques, des responsabilités, des chances. Les inégalités ne se colmatent plus avec des pis-aller mais avec de l'action citoyenne et des politiques publiques débarrassées de leurs dérives bureaucratiques et technocratiques.

Comme toutes les transitions, celle qui invite à investir une nouvelle vision du progrès est vécue comme une menace parce qu'elle déstabilise les positions acquises, peut rendre obsolètes des règles et des fonctionnements, alors que les fondations du nouveau modèle ne sont pas encore stabilisées. Il est donc essentiel pendant cette phase de détecter les "perdants", de les accompagner dans les changements, de les sécuriser. A l'évidence, plutôt que nier l'obligation d'un modèle différent, il est plus sérieux de s'assurer que des espaces de discussion et de négociation existent où chaque citoyen trouve sa place s'il le souhaite et participe à cette aventure individuelle et collective plutôt que la subir.

- L'acceptation d'un niveau de prélèvements fixé en fonction de ce que l'on demande à l'action publique en termes de solidarité, de protection, d'investissements, de bien-être et acquitté en fonction des capacités contributives de chacun. Ni la France ni l'Europe ne sont un "enfer" fiscal. Il faut donc freiner cette course vers le toujours moins fiscal pour les habitants et pour les entreprises et combattre les paradis fiscaux et autres évitements qui abritent les malins bien conseillés et les tricheurs.
- Revoir le "logiciel" de gouvernement. Au-delà des outils divers et variés, référendum ou autres, le vrai problème c'est bien la qualité de la prise de décision publique qui doit définitivement intégrer le débat suffisamment en amont et l'évaluation en aval. Tout en reconnaissant le bien-fondé de la démocratie représentative, tout en la préservant, la délibération collective sous toutes ses formes rend pleinement citoyen et assure une belle légitimité à la décision tout autant que le vote, autre fondement précieux de la démocratie.

Le progrès est toujours possible. Il est à réinventer parce que "la maison brûle", parce que les citoyens aspirent à plus de liberté, d'autonomie, à une émancipation qui ne renie pas le collectif, parce que dans la société tellement fragmentée beaucoup trop de gens ne sont plus dans la même réalité sans l'avoir choisi. Il est à réinventer avec plus de subsidiarité et d'horizontalité, en jouant sur tous les leviers : les valeurs, les principes, l'intérêt, la loi, la règle, la norme, le contrat.

Il est à réinventer à partir d'un récit et d'une vision partagés que les politiques doivent porter en tenant compte de l'expression continue des citoyens auxquels ils doivent rendre compte ; il est à réenchanter en accordant autant d'importance à l'imagination qu'au savoir.